

PROBLÈMES DE SÉCURITÉ EN ASIE DU SUD EST DEPUIS 1975

TON THAT THIEN

Professeur à l'Université du Québec à Trois Rivières, Province Québec, Canada
Professeur invité à l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales, Genève

Conférence publique faite à l'UHEI le 21 avril 1983

Au lendemain de la prise de Saigon en avril 1975 par les troupes communistes venues du Nord, le premier ministre de Malaisie, Abdul Razak bin Hussein, exprimait sans doute le sentiment général en Asie du Sud Est, quand il dit:

" La paix, pour l'essentiel, est venue à cette région..... Jamais jusqu'à présent nous n'avons eu l'occasion de créer et d'établir pour nous-mêmes un nouveau monde sud-est asiatique -- un monde en paix et sans domination et influence étrangère, un monde dans lequel les pays de la région peuvent œuvrer pour le bien commun" ¹

Cet espoir ne s'est malheureusement pas réalisé, car, très vite, les mauvaises nouvelles concernant l'Indochine allaient s'accumuler: dispute entre le Vietnam et la Chine au sujet de la souveraineté sur les îles Paracels et Spratley dès 1975; génocide commis par les communistes au Cambodge; mainmise du Vietnam sur le Laos, accompagnée de déclarations inquiétantes pour l'Asie du Sud Est en 1976; incidents frontaliers entre le Cambodge et le Vietnam en 1977; dispute entre la Chine et le Vietnam concernant les Hoas (vietnamiens d'origine chinoise) au milieu de 1978; invasion et occupation du Cambodge par le Vietnam à la fin de 1978, et invasion du Nord Vietnam par la Chine au début de 1979; enfin, actions de guérilla appuyées par la Chine et les pays de l'Asean contre les forces gouvernementales et vietnamiennes au Laos et au Cambodge depuis 1979.

Le problème de paix, sécurité, et stabilité en Asie du Sud Est se pose de nouveau, plus aigu que jamais. Que s'est-il donc passé? C'est une question que se sont naturellement posés beaucoup de gens.

Ceux qui connaissent bien l'histoire de l'Asie de la période pré-coloniale hausseraient leurs épaules et diraient: tout cela, c'est du déjà vu! En effet, si on remonte à 1840, date du début de l'intervention française en Indochine, on rencontre un pays qui s'appelait le Dai Viet (Grand Empire d'Annam) dont

¹ International Herald Tribune, 14 mai 1975.

l'empereur exerçait la suzeraineté sur les principautés qui constituent le Laos d'aujourd'hui, et qui essayait désespérément de consolider son contrôle sur le Cambodge, la population menait une guerre de résistance contre l'imposition d'un protectorat qui était d'ailleurs contesté et combattu par la Thaïlande. Si on remonte encore de 42 ans, on découvre qu'en 1788 – la veille de la révolution française – le Viet Nam a repoussé la dernière grande invasion chinoise, la septième grande invasion en 850 ans, avant de subir la conquête française.

L'histoire de l'Asie semble donc avoir repris simplement son cours naturel, là où elle a été interrompue par l'intrusion européenne. Cependant, il y a quand même des éléments nouveaux. On peut en dénombrer cinq majeurs :

- 1) Pour la première fois, les pays de l'Asie du Sud Est autres que la Thaïlande (sans parler du Laos et du Cambodge, bien entendu) se sentent menacés par le Viet Nam;
- 2) Pour la première fois, la Chine s'oppose activement à l'établissement d'une position prééminente du Viet Nam en Indochine;
- 3) Pour la première fois les Russes, je dis bien les Russes et non les Soviétiques, pour marquer clairement que c'est la première fois dans l'histoire de la Russie et du monde que cela est arrivé, les Russes donc exercent une présence directe et visible en Asie du Sud Est, et réussissent à y établir des bases militaires;
- 4) Pour la première fois, des états communistes se font la guerre – je ne parle pas d'incidents frontaliers-mais de guerre en grand style, et c'est en Asie du Sud Est que cela se produit; (incidemment, ceci nous inciterait à jeter les théories marxistes- léninistes sur le guerre dans la poubelle de l'histoire);
- 5) Pour la première fois depuis 1940, les États-Unis sont tout à fait à l'extérieur de la ligne de touche en Asie du Sud Est, et n'y jouent qu'un rôle de spectateur, intéressé certes, mais seulement spectateur.

Mais c'est quand même le désengagement des États-Unis qui est, sinon la cause, du moins le catalyste des quatre autres. En tout cas, ce désengagement a eu des effets importants sur la région en ce qui concerne le problème de sécurité.

Voyons maintenant, en détails, les effets de ce désengagement.

D'abord, sur les pays de de l'Asean. Ceux-ci se divisent en trois groupes.

Le premier comprend les Philippines et la Thaïlande, alliées des États-Unis, membres de l'OTASE, qui ont participé à la guerre d'Indochine aux côtés des États Unis, et craignaient des représailles vietnamiennes. Le deuxième comprend l'Indonésie et Singapour. La première, tout en n'étant pas une alliée des États Unis, considérait la Chine comme une nation hostile, car celle-ci continuait à soutenir les rebelles communistes contre le gouvernement indonésien, dont les dirigeants étaient les survivants du coup d'état communiste manqué de septembre 1965. La seconde, Singapour dont 75 % de la population étaient d'origine chinoise, partageait la méfiance de l'Indonésie à l'égard de la Chine, mais se méfiait davantage de l'Union soviétique. Le troisième groupe comprend la Malaisie, qui occupait une position intermédiaire: bien qu'ayant aidé le Sud Vietnam, elle s'est dégagée à partir de 1968 et, tout en se méfiant de la Chine à cause de sa substantielle population d'origine chinoise (34%) et des souvenirs de l'insurrection à direction chinoise entre 1948 et 1960, elle avait déjà établi des relations diplomatiques avec la Chine dès 1974. Mais à quelque groupe qu'appartiennent les pays de l'Asean, le désengagement américain leur posait un problème de sécurité.

Pour les Philippines et la Thaïlande, le désengagement américain signifiait la perte désormais d'un parapluie protecteur; d'autre part, le lâchage dramatique du Sud Vietnam et du Cambodge par les États Unis au moment le plus critique de leur existence était un avertissement très net de ce qui pourrait leur arriver également. Face à cette situation nouvelle, pour assurer leur sécurité, ces deux pays étaient obligés d'opérer un changement de politique.

En ce qui concerne les Philippines, le président Ferdinand Marcos, dans deux discours remarquables prononcés à Manille le 16 avril 1975 16 avril 1975 (la veille de la chute de Phnom Penh) et le 23 mai 1975 (trois semaines après la chute de Saigon), après avoir analysé froidement la situation à laquelle son pays avait à faire face, concluait que les traités de sécurité mutuelle avec les États Unis ne constituaient pas une garantie de sécurité suffisante pour son pays, parce que ces traités étaient "équivoques," et que les engagements pris par les président des États Unis n'étaient plus fiables, vu que, suite au passage de la "War Powers Resolution" du 7 novembre 1973, l'exécution de ces traités dépendent désormais du Congrès

américain, dont l'humeur est changeante. En conséquence, pour assurer la survie des Philippines "nous devons, dit-il, nous réserver le droit de faire nos propres accommodements avec les nouvelles réalités de l'Asie." Il préconisait une nouvelle politique en six points, dont les deux premiers, les plus importants, sont: 1) intensifications de relations avec l'Asean; 2) poursuite "avec plus de vigueur" de l'établissement des relations diplomatiques avec les pays socialistes, en particulier avec la Chine populaire et l'Union soviétique. Les relations avec les États Unis -- continuation des relations "saines" avec ce pays -- étaient reléguées au sixième, et dernier, rang. En même temps, Marcos précisait qu'une révision et clarification des tous les accords avec les États Unis était nécessaire.²

Pour concrétiser sa nouvelle politique, Marcos s'envola en visite officielle à Beijing le 7 juin 1975, cinq semaines après la victoire de Hanoi. Deux jours plus tard, un communiqué conjoint sino-philippin annonçait l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. À cette occasion, Marcos déclarait, au cours d'un banquet et son honneur, que "nous devons réviser nos alliances, réévaluer notre destinée... remodeler nos pensées et nos actions," et louait la doctrine de "dépendance sur soi-même" de Mao Zedong.³ Comme dit Philippe Pons de *Le Monde*, la visite de Marcos en Chine "prend figure de symbole," et Manille "a changé son fusil d'épaule."⁴

Trois semaines après le départ de Marcos, le premier ministre thaïlandais, le général Kukrit Pramoij, débarquait à Beijing, et le lendemain, le 1 juillet, l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Thaïlande est annoncée. Deux mois auparavant, le 1 mai, vingt quatre heures après l'entrée des troupes nord vietnamiennes à Saïgon, le gouvernement thaïlandais avait demandé aux États Unis de retirer 27.000 hommes et 350 avions immédiatement, et tout le reste avant le mois de mars 1976. À la déclaration du secrétaire d'État à la défense américaine, James Schlesinger, selon laquelle les États Unis ont des obligations "d'un caractère moral" envers la Thaïlande, Chartichai Choohavan, ministre des affaires étrangères thaï, offrait ce commentaire acide: "Moral? Les États Unis n'ont pas de moral en ce moment-ci. Ils se sont déjà retirés du Cambodge et du

² F. Marcos: *A Matter of Survival*, 16 avril 1975, et *The Philippines in New Asia*, 23 mai 1975. Manila, Department of Public Information, 1975.

³ *Pékin Information*, 13 juin 1975.

⁴ *Le Monde*, 8-9 juin 1975.

Vietnam. Aussi nous aurons à compter sur nous-mêmes."⁵ Et c'est sans doute bien à propos que Deng Xiaoping, au cours du banquet offert en l'honneur de Pramoij, a déclaré: "Avec cette visite, une nouvelle page dans l'histoire des relations Thai-Chinoises a été tournée."⁶ Il aurait pu tout aussi bien dire: une nouvelle page dans les relations Thai-Américaines a été tournée.

Alors que Marcos et Pramoij ont jugé nécessaire d'aller chercher des assurances à Beijing, le général Suharto, président de l'Indonésie -- qui avait suspendu les relations diplomatiques avec la Chine populaire suite au coup d'état communiste de septembre 1965 -- a dû faire la même démarche du côté de Washington, où il s'est rendu au début de juillet 1975. Selon les journalistes qui accompagnaient Suharto, l'Indonésie était profondément troublée par la rapidité et la finalité du retrait américain, et le président indonésien voulait avoir une idée claire des intentions des États Unis en Asie du Sud Est. Sur ce chapitre, Suharto obtint ce qu'il voulait, une assurance du président Ford que la tragédie vietnamienne "devrait redoubler, et en fait redouble" l'intérêt des États Unis pour la stabilité de l'Asie du Sud Est, et que les États Unis attachent "beaucoup d'importance" à l'Indonésie.⁷ Cette assurance valait ce qu'elle valait à la lumière de ce qui a été dit par Marcos concernant la fiabilité des engagements des présidents américains et du fait que, à la veille de l'assaut communiste contre Saïgon en avril, le même Ford avait déclaré: "nous tournons la page sur le Vietnam." Il fut un temps où le Vietnam avait plus que "beaucoup d'importance" pour les États Unis.

Comme l'Indonésie, Singapour était déçu par le retrait américain, car il aimerait voir se maintenir une certaine présence américaine pour assurer l'équilibre en Asie du Sud Est. Les dirigeants singapouriens, comme ceux des Philippines, étaient profondément troublés par le fait que le Congrès américain faisait aussi de la politique étrangère, et ce, séparément du président. Lee Kwang Yew, premier ministre de Singapour, croyait à la théorie du domino -- malgré que celle-ci a été ridiculisée aux États Unis dans les milieux académiques et journalistiques --, et pensait que, après avoir repris du souffle, les communistes vietnamiens allaient

⁵ International Herald Tribune, 1 mai 1975.

⁶ Pékin Information, 4 juillet 1975.

⁷ International Herald Tribune, 7 juillet 1975.

intensifier leurs activités insurrectionnelles dans la région, et il était "loin d'être convaincu" que les États Unis n'abandonneraient pas l'Asie du Sud Est à son sort.⁸ Mais il espérait pouvoir gagner cinq à dix ans de répit grâce à la rupture de l'unité communiste. Il était bien placé pour le savoir, car, selon Hanoi, c'est par lui que Beijing avait cherché à communiquer avec le président Nguyen Van Thieu pour essayer de sauver le Sud Vietnam en 1975.⁹

De tous les pays de l'Asean, la Malaisie était le seul à ne pas se considérer trop menacé par la nouvelle situation. Elle avait déjà pris les devants en établissant des relations diplomatiques avec Beijing en 1974, et elle jouissait de plus de la protection de la Grande Bretagne, de l'Australie, et de la Nouvelle Zélande, auxquelles elle était liée par un accord militaire (Accord des Cinq, avec Singapour) signé en 1971. Elle craignait, certes, que les nouveaux dirigeants vietnamiens fourniraient des arme aux rebelles malais, mais avec une substantielle population chinoise en son sein (3,7 sur 11,3 millions) elle se demandait si la Chine ou le Vietnam représentait un plus grand danger pour elle. Par contre, sa sécurité était liée à celle de la Thaïlande, pour qui le Vietnam représentait un plus grand danger. La Malaisie allait donc essayer de naviguer entre deux eaux, et, comme nous le verrons plus loin, finira par dépenser plus que tous les autres pays pour assurer sa sécurité.

X

X X

Le désengagement des États Unis et la victoire totale des forces communistes vietnamiennes ont eu pour second effet un renversement de la situation en Indochine, avec des implications évidentes pour la sécurité de l'Asie du Sud Est, comme de la Chine. Les communistes vietnamiens étaient maintenant en position de force. La victoire, si totale, et apparemment acquise avec beaucoup de facilité, a stimulé le militantisme révolutionnaire des dirigeants communistes vietnamiens, et ils le proclamaient sans ambage. La défaite des États Unis, disaient-ils, a inauguré "une nouvelle période avec des belles perspectives pour

⁸ - ibid - , 17 juillet 1975.

⁹ Voir le livre blanc La vérité sur les relations vietnamo-chinoises durant les trente dernière années, Hanoi, Ministère des Affaires étrangères, et Courrier du Vietnam, 1987, novembre 7.

l'Asie du Sud Est."¹⁰ Le Duan promet à Moscou que désormais le Vietnam deviendra "un avant-poste authentique du socialisme en Asie du Sud Est," et oubliant, ou négligeant délibérément, les susceptibilités des dirigeants chinois en la matière, s'engage: à soutenir le Comité Central et le PCSU "dans toutes leurs activités extérieures."¹¹ Et ceci, dès octobre 1975. Quant aux dirigeants de l'Asean, baptisés de "réactionnaires à la solde des États Unis," ils étaient sommés de changer de politique sous peine d'être renversés par les peuples de la région "dont le peuple vietnamien soutient pleinement la lutte," dit Nhan Dan, journal du PCV.¹²

C'est à l'occasion de la proclamation de l'établissement des "relations spéciales" avec le Laos en février 1976 que les nouveaux dirigeants vietnamiens proférèrent des menaces qui suscitaient des inquiétudes dans les pays de l'Asean. Le 11 février, lors de la visite de nouveaux dirigeants laos conduits par le premier ministre lao Kaysonne Phomvihane (la monarchie ayant été abolie en décembre), un communiqué conjoint est publié dans lequel il est dit que "les deux parties sont décidées à promouvoir la solidarité et l'amitié fraternelle des peuples des trois pays pour l'indépendance et la prospérité de chaque pays et dans l'intérêt de la révolution en Asie du Sud Est et dans le monde."¹³ Le communiqué ajoute que les deux parties sont unanimes à penser que le mouvement révolutionnaire en Asie du Sud Est "jouit de grands avantages," que les deux parties accordent "un soutien total" à la lutte des peuples de la région dans la lutte pour la paix... et "contribueront activement à aider les états de l'Asie du Sud Est à devenir véritablement indépendants, pacifiques, et neutres...". Les deux parties s'engagent aussi à "coordonner étroitement leur action contre l'impérialisme" (c'est à dire les États Unis) et "les réactionnaires à la solde" de celui-ci.¹⁴

Pour clarifier qui étaient ces "réactionnaires," les organes de presse civils et militaires vietnamiens allaient les nommer: Pranam Adiraksan (premier ministre thaïlandais à l'époque), et Lee Kwang Yew (premier ministre de Singapour), selon les Nouvelles de la République démocratique du Vietnam,¹⁵ et même toute l'Asean, selon Quan Doi Nhan Dan (Revue de l'Armée du peuple). Pour cette dernière,

¹⁰ Nouvelles de la République démocratique du Vietnam (Paris), 25 juin 1975.

¹¹ - ibid - , 6 novembre 1975.

¹² Nhan Dan, 28 février 1976.

¹³ Vietnam News Agency, 11 février 1976.

¹⁴ VNA - ibid - .

¹⁵ NRDV, 25 juin 1975.

l'Asean "a toujours servi la politique colonialiste des États Unis." Elle souligne que la lutte des peuples thaïlandais et philippins était en train de gagner du terrain, et que, pour consolider et maintenir ses bases en Asie, les États Unis se servaient de l'Asean "dont l'Indonésie est le support principal" pour rallier les forces contre-révolutionnaires pro-américaines contre "le mouvement révolutionnaire" en Asie du Sud Est. Ces attaques furent lancées à l'occasion de la réunion au sommet de l'Asean à Bali le 23 février 1976, au même moment où les dirigeants vietnamiens et laotiens étaient entrain de célébrer l'établissement de leurs "relations spéciales." La réunion de Bali, dit Quan Doi Nhan Dan, s'est réunie "à l'instigation des États Unis."¹⁶

Le Laos s'est joint aussi à l'attaque, et déclarait qu'il refuserait de se joindre à cette organisation parce qu'elle n'était "pas non-alignée."¹⁷ À la suite de ces attaques, les dirigeants de l'Asean devaient évidemment réviser leur position quant à la question: de la Chine et le Vietnam, qui est le plus grand danger immédiat pour leur sécurité?

Parallèlement à l'assaut contre l'Asean, les dirigeants de Hanoi poursuivirent leurs efforts en vue de l'établissement d'une position prééminente du Vietnam en Indochine. Ces efforts portaient leur fruit le 18 juillet 1977, date de la signature entre le Vietnam et le Laos d'un "traité d'amitié et de coopération" et de plusieurs autres, dont le plus important est le traité frontalier entre les deux pays. Le traité d'amitié et de coopération légalise l'établissement des "relations spéciales" entre les deux pays, particulièrement en matière de défense, et plus particulièrement, du stationnement des troupes vietnamiennes au Laos. L'article 1 du traité stipule que les deux parties s'engagent à "œuvrer de toutes leurs forces pour préserver et pour développer des relations spéciales Vietnam - Laos...", et l'article 2, que les deux parties s'engagent à réaliser "une coopération étroite en vue de renforcer leur défense...". Mais il y a plus: par l'article 5 les deux parties s'engagent à soutenir la lutte de peuples de l'Asie du Sud Est pour l'indépendance nationale, la démocratie, la paix et la neutralité véritable."¹⁸ Le texte du traité sur le tracé frontalier n'a pas été rendu public, mais selon Amphay Doré, un fonctionnaire laotien qui a fait

¹⁶ VNA, 22 février 1976.

¹⁷ VNA, 2 juillet 1976.

¹⁸ Bulletin du Vietnam (Paris), numéro spécial, septembre 1977; contient le texte du traité. C'est nous qui soulignons.

défection, Hanoi a demandé et obtenu la cession par le Laos d'une bande de 15 à 30 kilomètres de largeur, en territoire laotien, le long de la frontière vietnamienne. Il s'agit du territoire sur lequel a été construit la fameuse "piste Ho Chi Minh," qui a servi, et sert encore, à acheminer en pleine sécurité et en secret hommes et matériel de guerre du Nord Vietnam vers le Sud Vietnam, le Sud du Laos, le Cambodge et, aujourd'hui, à travers le Cambodge, vers la frontière de la Thaïlande.¹⁹ Il y a de quoi rendre celle-ci nerveuse.

L'établissement du contrôle vietnamien sur le Laos s'est passé sans trop faire de vagues à l'extérieur, mais il n'en va pas de même en ce qui concerne le Cambodge dont les dirigeants ont, depuis 1954, regardé toujours vers Beijing plutôt que Hanoi comme leur grand frère. Les tentatives faites par Hanoi pour faire s'aligner le gouvernement cambodgien sur le Vietnam vont se heurter à une résistance farouche qui devra conduire à la guerre et à l'occupation militaire du Cambodge par le Vietnam, ce qui, à son tour, provoquera un conflit armé avec la Chine, ainsi que l'hostilité de l'Asean.

X

X X

Le conflit vietnamo-cambodgien actuel comme toutes les querelles vietnamo-cambodgiennes, remonte au XVII^e siècle, époque où les Vietnamiens ont commencé à empiéter sur le territoire du Cambodge. Mais, pour ne nous cantonner que dans la période récente on peut prendre les années 1966-1967 comme point de départ. À cette époque, les Nord Vietnamiens demandèrent à Sihanouk l'autorisation d'utiliser le territoire cambodgien comme base-arrière pour leurs opérations militaires contre le Sud Vietnam. Cette demande était appuyée par Beijing. L'autorisation était accordée, à condition que les dirigeants de Hanoi, comme du Front de Libération du Sud Vietnam, s'engagent formellement à reconnaître les frontières du Cambodge d'alors. Cet engagement a été formellement donné à Sihanouk à plusieurs reprises: par Huynh Tan Phat, président du FLN, le 31 mai 1967; par Pham Van Dong, premier ministre du Nord Vietnam, les 8 et 25 juin 1967; par Ho Chi Minh lui-même le 23 juin 1967,²⁰ et de nouveau

¹⁹ Amphay Doré, Le partage du Mékong, Paris, Editions Encre, 1980, 9. 211.

²⁰ Pékin Information, 24 juillet, 1978. Voir aussi: Norodom Sihanouk, l'Indochine vue de Pékin, Paris, Seuil, 1972, pp. 51 et 95.

solennellement réaffirmé dans les déclarations du Nord Vietnam et du FLN, comme dans la déclaration commune, à la conférence au sommet indochinois tenu à Canton les 24 et 25 avril 1970.²¹ Mais, selon Pékin, après 1975, l'attitude des dirigeants vietnamiens changea "du tout au tout." Durant les négociations avec les dirigeants cambodgiens sur la question des frontières en 1976, les dirigeants de Hanoi renièrent leurs engagements, affirmant qu'en 1966 ils n'avaient pu faire autrement, étant donné les nécessités de la guerre.²²

Les Cambodgiens exigeaient non seulement la reconnaissance des frontières d'avant 1975, suivant la ligne Brévié (du nom du gouverneur général français qui l'a tracée), mais aussi l'évacuation du territoire cambodgien par les Vietnamiens qui y étaient cantonnés. Les négociations n'aboutirent pas. Entre temps, selon la version vietnamienne, les Cambodgiens ont fait des incursions dans les régions frontalières vietnamiennes dès 1975; à partir d'avril 1977, des forces cambodgiennes importantes, d'ordre de plusieurs divisions, avec appui de l'artillerie, ont attaqué les provinces frontalières du Vietnam Sud. Incidemment, dans plusieurs de ces provinces opéraient aussi des forces sud-vietnamiennes et ethniques opposées à Hanoi. Ces forces se réfugiaient au Cambodge en cas de difficultés, tout comme celles de Hanoi avaient fait avant 1975.

Les dirigeants de Hanoi, exaspérés, décidèrent de liquider ces foyers de troubles. En septembre 1977 fut lancée la première offensive de grande envergure, avec appui de blindés et d'aviation, et pénétration en territoire cambodgien sur une profondeur de 20 kilomètres, le long de la route 7, dans la région des plantations de caoutchouc de Mimot (ancien quartier général des forces communistes vietnamiennes). Une deuxième attaque eut lieu en janvier 1978, dans la même région, sur une profondeur de 30 kilomètres et une largeur de 20 kilomètres. Ces attaques furent repoussées par les Cambodgiens, puissamment armés et aidés par les Chinois.

Mais la querelle Hanoi-Phnom Penh débordait du cadre du désaccord sur le tracé frontalier. La vraie querelle concernait, en fait, la question de la nature des relations entre les partis et gouvernements communistes de ces deux pays. Hanoi voulait établir avec Phnom Penh le même genre de "relations spéciales" que celles

²¹ Les peuples indochinois vaincraient, Hanoi, Editions en langues étrangères, 1970.

²² Pékin Information, 24 juillet 1978.

existant entre le Laos et le Vietnam, une "frontière d'amitié" comme celle entre le Laos et le Vietnam, une "entraide dans tous les domaines," c'est à dire un alignement total du Cambodge sur le Vietnam. Les dirigeants cambodgiens, qui ne reconnaissaient pas la prééminence du Parti Communiste du Vietnam sur le leur, refusaient toute subordination, et ne voulaient que des relations "normales."²³ Depuis 1975, ils étaient déjà alignés sur Beijing. En effet, lors d'une visite officielle de Khieu Samphan à Beijing en août 1975 -- deux mois avant la visite de Le Duan à Moscou -- les gouvernements cambodgiens et chinois se sont engagés à lutter ensemble contre le colonialisme, l'impérialisme, et "l'hégémonisme."²⁴

Hanoi ne s'attendait apparemment pas à une telle situation. Comme nous l'avons vu plus haut, dans la déclaration conjointe lao-vietnamienne du 11 février 1976, il a été question d'une solidarité des trois pays. C'était une présomption mal fondée. En tous cas, en juin 1977, Hanoi avait déjà rencontré une opposition, qu'elle attribuait à "un groupe," une fraction malveillante, qui tenait à porter préjudice aux traditions de solidarité et d'amitié fraternelle" entre le Cambodge et le Vietnam.²⁵ Certainement, Hanoi croyait aussi pouvoir changer cela de l'intérieur. En effet, les dirigeants cambodgiens accuseront plus tard Hanoi d'avoir fomenté six coups d'état contre le gouvernement de Phnom Penh entre 1975 et 1978.²⁶ Entre temps, le groupe Pol Pot prenait des mesures radicales, avec leur brutalité maintenant bien connue, pour liquider les pro-Hanoiens dans leurs rangs. Ce qui amena ceux-ci, dont Heng Samrin, à se réfugier au Vietnam, et les dirigeants vietnamiens à décider d'un changement de l'extérieur, par leur méthode maintenant bien connue aussi de création d'un "front," appuyé puissamment par leurs troupes.

En février 1978, Radio Hanoi accusait Phnom Penh "d'agir au profit de l'impérialisme et de la réaction internationale,"²⁷ c'est à dire des États Unis, de la Chine et de l'Asean. En avril, cette même radio appelait les militaires khmers à se soulever contre leur gouvernement.²⁸ Au début de décembre 1978, un Front d'Union Nationale pour le Salut du Kampuchin (FUNSK) -- l'équivalent du défunt Front de Libération du Sud Vietnam -- vit le jour. Le 25 décembre, les troupes de

²³ Le Monde, 7 janvier 1978.

²⁴ Pékin Information, 22 août 1975.

²⁵ Le Monde, 7 janvier 1978.

²⁶ Beijing Information, 19 mars 1979.

²⁷ Le Monde, 22 février 1978.

²⁸ Le Monde, 3 avril 1978.

Hanoi frappèrent en force, poussèrent jusqu'à Phnom Penh, où elles s'empressèrent d'installer un gouvernement cambodgien fantôme présidé par Heng Samrin. Désormais, Hanoi aura l'instrument de sa politique au Cambodge. Avec Heng Samrin, il va signer le 18 février 1979 un "traité de paix, d'amitié, et de coopération" sur le modèle du traité lao-vietnamien du 18 juillet 1977; ce traité légalise la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge et la prééminence du Vietnam dans ce pays. Ce dernier est maintenant, comme le Laos, complètement aligné sur le Vietnam. Par l'article 2 du traité, les deux parties s'engagent à "se prêter mutuellement de tout cœur soutien et aide dans tous les domaines et sous toutes les formes nécessaires" en vue de renforcer leurs capacité de défense..."²⁹ Alliance d'un pot de terre avec un pot de fer, dirait Sihanouk.

X

X X

Non seulement les forces vietnamiennes occupèrent Phnom Penh, mais elles poussèrent jusqu'à la frontière thaïlandaise, jetant l'alarme dans toute l'Asean. Dans les capitales de l'Asean on était "traumatisé" par la conquête du Cambodge par le Vietnam, rapporte R. P. Paringaux de Le Monde.³⁰ Rajaratnam, ministre des affaires étrangères de Singapour, commentait la fondation du FUNSK en ces termes: "Nous sommes inquiets parce que nous ne savons pas si, dans deux ans, ils (le Vietnamiens) ne vont pas juger nécessaire d'établir des fronts de salut national pour l'Asean..... Ce qui se passe aujourd'hui au Kampuchéa pourrait avoir lieu demain chez nous..."³¹ Même le ministre des Affaires étrangères de Malaisie disait que "cela sentait l'intervention étrangère."³²

Cependant, l'action du Vietnam était surtout un défi à la Chine. Pour cette raison, Hanoi n'a lancé l'attaque qu'après avoir reçu des assurances de la part de Moscou. Le 28 juin 1978 le Vietnam entra au Comecon, et le 3 novembre de la même année, il signa avec l'Union soviétique un "traité d'amitié et de coopération" dont Beijing dira qu'il est dirigé contre la Chine, et que son "odeur de poudre à

²⁹ Texte dans Bulletin du Vietnam, 15-28 février 1979. C'est nous qui soulignons.

³⁰ Le Monde, 12 février 1979.

³¹ Cité dans Beijing Information, 8 janvier 1979.

³² Mohammed Mahatir, vice premier ministre de Malaisie, dans Malaysia, février 1979.

canon est irréfutable."³³ Le Vietnam va donc poser un problème de sécurité pour la Chine.

Pourquoi les dirigeants de Hanoi ont-ils pris une action si impopulaire auprès des pays de l'Asean, et si provocatrice à l'égard de la Chine? Dans une déclaration publiée le 17 janvier 1979, le ministère des Affaires étrangères du Vietnam expliquait que son action au Cambodge était une obligation d'exercer son "droit de légitime défense" face au bellicisme de "la clique Pol Pot," et de "sauver le peuple cambodgien du danger d'extermination."³⁴ Plus tard, Nhan Dan dira avec plus de candeur que le Vietnam est intervenu au Cambodge pour aider le peuple cambodgien à "éviter le génocide" et en même temps "pour se prémunir lui-même contre toute agression ultérieure."³⁵ Agression de qui?

La réponse claire à cette question est donnée par les ministres des Affaires étrangères du Vietnam, du Laos et du Cambodge, dans leurs déclarations en janvier et en juin 1981, à l'issue de leurs réunions périodiques. Il y est dit sans ambage que "la présence des troupes vietnamiennes au Kampuchéa est motivée par la menace de la Chine."³⁶ Évidemment, on y devine facilement la plume des Vietnamiens. Pour les dirigeants vietnamiens, c'était donc une question de sécurité et, de toute évidence, non pas celle du Cambodge, mais celle du Sud Vietnam. Ils voulaient donc protéger cette partie du pays, nouvellement conquise et loin d'être soumise, contre une attaque possible de la Chine ou, puisqu'il n'est pas dans la doctrine de guerre chinoise d'envoyer des troupes si loin de leurs bases, des forces appuyées par la Chine, à partir du Cambodge. Nguyen Co Thach, ministre des Affaires étrangères du Vietnam, dira plus tard que la "coopération militaire" entre le Vietnam et le Cambodge, est pour le Vietnam, "une question de vie et mort," que, pour le Vietnam, le Cambodge est "un bouclier."³⁷ Il pourrait ajouter qu'il en est de même du Laos.

Les dirigeants de Hanoi voulaient donc se protéger contre une attaque venant du Cambodge et du Laos. Pourquoi? Pour des raisons tant extérieures qu'intérieures les deux étant intimement liées.

³³ Pékin Information, 27 novembre 1978.

³⁴ Bulletin de la République démocratique du Vietnam, 16-31 janvier 1979.

³⁵ Bulletin du Vietnam, 15-28 février 1979. C'est nous qui soulignons.

³⁶ Courrier du Vietnam (Hanoi), 1981, No 2.

³⁷ Le Monde, 7 janvier 1983.

Contrairement à l'attente générale, les dirigeants communistes vietnamiens ne se sont pas arrêtés pour reprendre du souffle après leur prise du Sud Vietnam en avril 1975, mais ont continué ce que Philippe Richer, dans Jeu de quatre en Asie du Sud Est, a appelé la politique de "la fuite en avant."³⁸ À l'intérieur, ils voulaient accélérer la marche de la Révolution -- mot sacré pour eux -- et réaliser la "transformation socialiste" du Vietnam, en particulier du Sud, immédiatement. Ceci devait comprendre la suppression ferme et immédiate de toute trace de capitalisme dans le Sud. Là, ils se sont heurtés à une forte résistance, non seulement dans les centres urbains, mais aussi dans les milieux paysans. Non seulement la population sudiste refusait, passivement, mais effectivement, de se mettre à l'heure de Hanoi. Au contraire, ce sont les cadres envoyés du Nord qui se sont mis à l'heure de Saigon, en se laissant amollir ou corrompre en grand nombre. D'où la colère des dirigeants de Hanoi.

Cette colère était dirigée en particulier contre les Chinois, qui ont toujours été des grand maîtres dans la manipulation des marchés et dans l'art de corrompre les fonctionnaires vietnamiens. Hanoi était donc décidé à frapper un grand coup pour écraser toute résistance. Ceci eut lieu en avril 1978. Un des aspects spectaculaires de cette politique était l'imposition de la citoyenneté vietnamienne aux ressortissants chinois, reprenant en cela la politique de Mr Ngo Dinh Diem, que Hanoi, le FLN et Beijing avaient dénoncée ensemble avec véhémence en 1956. Il s'en suivait de grands drames personnels et l'exode tragique des Chinois connu sous le nom de "boat people."

L'affaire provoqua l'indignation et la fureur de Beijing car, aux termes d'un accord conclu entre le Nord Vietnam et la Chine en 1955, pendant la durée de la guerre, Chinois et Vietnamiens seraient traités sur un pied d'égalité, et la question de citoyenneté définitive serait réglée par les deux parties, d'accord mutuel, une fois la guerre finie. Mais, surtout, la décision vietnamienne, qui était une décision unilatérale, était considérée comme une action de force contre la Chine. Elle faisait aussi perdre la face au gouvernement de Beijing, vers lequel regardaient 17 millions de Chinois vivant en Asie du Sud Est. D'autre part, quelques 200.000 Hoas du Nord Vietnam furent expulsées en Chine, causant de grosses difficultés matérielles et financières aux autorités chinoises.

³⁸ Philippe Richer, Jeu de quatre en Asie du Sud Est, Paris, PUF, 1982. p. 332

Les négociations sino-vietnamiennes relatives à cette question ne menant nulle part, le 12 mai 1978, en représailles, le gouvernement chinois arrêta une partie de son aide au Vietnam (21 projets); le 30 mai, il arrêta le reste (51 projets), et, en juillet, il rappela tout son personnel d'aide servant au Vietnam. C'était un coup d'ur pour ce dernier, en pleine milieu de son plan quinquennal et aux prises avec des difficultés économiques multiples. L'action chinoise était "une décision unilatérale d'une gravité sans précédent dans les relations entre les deux pays" dont l'objectif était de "saboter la production, créer des difficultés à l'économie et à la vie quotidienne du peuple vietnamien," criait un communiqué du ministère des Affaires étrangères vietnamien du 17 juin 1978.³⁹

En même temps, le conflit avec le Cambodge s'aggravait. Les dirigeants cambodgiens, se sentant fermement appuyés par les Chinois, non seulement ne cédaient pas, mais se montraient encore plus agressifs. La menace cambodgienne se doublait d'une autre: la résistance des éléments de l'ancienne armée sud-vietnamienne et des tribus montagnardes (les FULRO), mécontentes parce que Hanoi n'a pas tenu les promesses d'autonomie et autres qui leur avaient été faites. Enfin, les dirigeants vietnamiens soupçonnaient toujours les États Unis de chercher à déstabiliser le Vietnam, par vengeance, en soutenant directement ou par la Thaïlande, les éléments rebelles à Hanoi, et qu'ils faisaient ceci en collusion avec la Chine. Tout cela risquait de s'étendre, et le Cambodge risquait de devenir une base solide pour les forces armées de toutes sortes opérant contre le nouveau régime vietnamien, surtout au Sud Vietnam. Hanoi en savait quelque chose, pour avoir lui-même pratiqué ce jeu entre 1954 et 1975. Il fallait donc frapper avant que le danger ne devienne trop grand. L'occupation du Cambodge est donc une conséquence de la politique de la "fuite en avant" des dirigeants de Hanoi sur le plan intérieur.

Sur le plan extérieur, au lieu de permettre à leur pays de reprendre son souffle après trente ans de guerre, les dirigeants vietnamiens voulaient jouer à fond leur rôle de "avant-poste authentique du socialisme" et de base du "mouvement révolutionnaire" en Asie du Sud Est, et aider les peuples de la région à réaliser une indépendance et une neutralité "véritable." Ceci veut dire, explique Pham Van Dong, que les pays de la région doivent se débarrasser du "manteau américain."⁴⁰

³⁹ Bulletin du Vietnam, juillet-août 1978.

⁴⁰ International Herald Tribune, 18 décembre 1982.

Le Vietnam se considérait comme "champion du mouvement de libération nationale en Asie du Sud Est." Cette profession de foi est exprimée candidement dans un éditorial du Courrier du Vietnam.⁴¹ Hoang Tung, membre du secrétariat du Comité Central et rédacteur en chef du journal du Parti Communiste du Vietnam, va encore plus loin. "Nous avons pour mission, dit-il, de défendre l'Asie du Sud Est, même si les pays du Sud Est nous ont demandé de nous en aller."⁴² C'est en fait s'attribuer le rôle qu'on a accusé les États Unis de vouloir jouer dans le passé celui de gendarme. Seulement on a maintenant affaire à un nouveau genre de gendarme, celui de la Révolution, tout imbu de sa puissance. Comme le dit un diplomate au courant des affaires asiatiques, "les dirigeants vietnamiens se considèrent comme les représentants messianiques du mouvement révolutionnaire le plus pur du monde. Ils sont affectés, si l'on veut, par l'arrogance de puissance."⁴³ Idéologiquement, ils considéraient leur socialisme comme authentique, et se moquaient du socialisme des autres, en particulier des chinois qui, à leurs yeux, n'est qu'un "marxisme sinisé, maoisé, nationalisé, opposé au système des pays socialistes existants," et disaient que si "la clique de Deng" avait une prouesse, celle-ci consiste à suivre "la doctrine du chat" (une référence à une déclaration de Deng Xiaoping selon laquelle peu importe la couleur du chat pourvu qu'il sache attraper des souris), et à pratiquer "un communisme que l'impérialisme peut tolérer."⁴⁴

Il n'est donc pas étonnant que les dirigeants de Hanoi pensaient qu'il fallait aider les pays de la région, à commencer par les voisins proches du Vietnam, le Laos et le Cambodge, à avoir des régimes vraiment révolutionnaires, "authentiquement socialistes," comme le leur. Ceci contribue en même temps à assurer la sécurité du Vietnam, et aussi à réaliser ses ambitions traditionnelles de puissance dominante de la presqu'île indochinoise, en mettant sur pied un "bloc indochinois" dont les dirigeants vietnamiens disent qu'il constitue "une réalité indiscutable." Quant à la situation du Cambodge, ils l'ont répété à satiété qu'elle est "irréversible."⁴⁵

X

⁴¹ Courrier du Vietnam, 1982, No 1.

⁴² International Herald Tribune, 22 décembre 1980. C'est nous qui soulignons.

⁴³ Time Magazine, 5 mars 1979.

⁴⁴ Courrier du Vietnam, 1982, No 11.

⁴⁵ - ibid -, 1982, No 1.

X X

Le principe suivi par les dirigeants communistes du Vietnam selon lequel ce qui est aux autres nous pouvons le prendre et qu'une fois ceci accompli la situation est irréversible était inacceptable aux pays de l'Asean comme à la Chine. Les premiers refusèrent le fait accompli, surtout qu'il avait été accompli par la force. Ils ne reconnurent donc pas le régime Heng Samrin, et décidèrent au contraire d'aider les opposants de celui-ci -- Sihanouk, Son Sann, et même Pol Pot --. Ils persistèrent aussi à réclamer, à l'ONU et ailleurs, le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Pour le moment, leur action s'est bornée là puisque, comme l'a reconnu Lee Kwang Yew, "la première admission que nous devons malheureusement faire est que pendant dix ans encore au moins, il n'y aura aucune combinaison de forces militaires capables d'arrêter ou de tenir tête aux Vietnamiens dans un conflit ouvert."⁴⁶

Comme l'Asean, et plus fermement encore, la Chine refusa le fait accompli indochinois. Elle était décidée à ne pas permettre au Vietnam de "régner en maître absolu en Indochine et agir comme le Cuba en Afrique," déclarait le ministre des Affaires étrangères chinois à Paris en octobre 1979.⁴⁷ Au moment où il était clair que le Vietnam accentuait sa pression sur le Cambodge, Beijing a pris nettement position en faveur de ce dernier, et lancé des avertissements répétés à Hanoi. Durant sa visite à Bangkok en octobre 1978, Deng Xiaoping a déclaré: "nous avons décidé de soutenir le Cambodge," et "si le Vietnam attaque le Cambodge en force..... les développements ne seront pas limités au Cambodge."⁴⁸ Après l'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes, le gouvernement chinois, dans une déclaration en date du 14 janvier 1979, dit que le gouvernement et le peuple chinois réaffirment solennellement qu'ils "se tiendront invariablement aux côtés du peuple Kampuchéen et feront tous leurs efforts pour lui apporter un soutien et une aide multiforme,"⁴⁹ déclaration qui rappelle celles que le gouvernement chinois avait faites en faveur du Nord Vietnam quand ce dernier était attaqué par les États Unis en 1965. De telles déclarations, Hanoi le savait mieux que quiconque, sont toujours sérieuses. C'est pour cette raison qu'il a pris,

⁴⁶ *Far Eastern Economic Review*, 24 octobre 1980.

⁴⁷ Conférence de presse de Huang Hua. *International Herald Tribune*, 19 octobre 1979.

⁴⁸ *Le Monde*, 25 octobre 1978.

⁴⁹ *Beijing Information*, 22 janvier 1979.

comme on l'a vu plus haut, des assurances à Moscou avant de s'engager au Cambodge.

Mais, à part le Cambodge, il y avait un conflit direct entre la Chine et le Vietnam, et c'est là un autre effet du désengagement américain. On a vu plus haut qu'une des causes de ce conflit était la dispute sur le statut des Hoas. Celle-ci coïncidait avec une autre, plus acerbe encore, entre les deux pays concernant la suzeraineté sur les îles Paracels (occupées par les Chinois et revendiquées par les Vietnamiens) et Spratley (occupées par les Vietnamiens et revendiquées par les Chinois), sur la délimitation des eaux du Golfe du Tonkin (qui contiennent du gaz et du pétrole), ainsi que sur la délimitation des frontières terrestres entre la Chine et le Vietnam. Comme dans le cas des Hoas, les négociations ne menèrent nulle part. Entre les deux pays, le ton devenait de plus en plus dût, plus hostile, plus insultant, tandis qu'aux frontières les incidents devenaient de plus en plus sanglants et plus nombreux: 100 en 1974, 400 en 1975, 900 en 1976, 700 en 1977, et 1100 en 1978.⁵⁰ En été 1978, les autorités vietnamiennes, sous prétexte d'être "très occupées," rompirent les négociations.⁵¹

Selon Beijing, dans cette querelle, comme dans les autres, le Vietnam s'est montré "très arrogant."⁵² Dans les négociations, les autorités vietnamiennes ont affiché, dit une déclaration de Xinhua sur ordre, "une arrogance démesurée" et ont pris la retenue et l'aspiration à la paix de la partie chinoise pour "un signe de faiblesse."⁵³ "À tous nos appels, conseils et avertissements, elles ont fait la sourde oreille, dit une éditorial de Renim Ribao. Elles nous ont humiliées à l'excès et nous ont poussé à bout."⁵⁴ "Le Vietnam a une idée comique, dit Deng Xiaoping aux journalistes thaïs: il croit que ses forces armées sont les troisièmes du monde, après celles des États Unis et de l'Union soviétique."⁵⁵ Par implication, la Chine figure donc au quatrième rang, après le Vietnam -- prétention intolérable que la Chine cherchera à "démystifier." Enfin, vis-à-vis de la Chine, les dirigeants vietnamiens se conduisent "avec perfidie et cynisme," jusqu'à faire d'un ami leur ennemi "en retournant leur fusil contre la Chine" et à considérer la Chine aujourd'hui comme

⁵⁰ Beijing Information, 7 mai 1979.

⁵¹ - ibid - , 28 mai 1978.

⁵² Deng Xiaoping, à Bangkok. Le Monde, 25 octobre 1979.

⁵³ Beijing Information, 26 février 1979.

⁵⁴ Cité dans Beijing Information, 26 février 1979.

⁵⁵ Le Monde, 25 octobre 1979.

"non seulement l'ennemi numéro 1 mais aussi l'ennemi de toujours," dit Han Nianlong, chef de la délégation chinoise aux négociations avec le Vietnam.⁵⁶

Le conflit sino-vietnamien n'est cependant pas strictement, ni principalement, un conflit bilatéral, car derrière le Vietnam, la Chine voyait l'Union soviétique. Quand la Chine appelait le Vietnam "le Cuba de l'Orient" et parlait de lui "donner une leçon" pour son invasion du Cambodge et pour ses "provocations" à la frontière chinoise,⁵⁷ elle visait aussi l'Union soviétique, car, selon elle, l'Union soviétique considérait le Vietnam comme "un pion pour sa propre expansion dans la région Asie-Pacifique," et comme "son avant-garde pour s'opposer à la Chine."⁵⁸ "Sous la conduite du grand hégémonisme, le petit hégémonisme veut imposer sa volonté aux autres," dit Deng Xiaoping.⁵⁹ L'intensification des conflits frontaliers "reflète donc non seulement la volonté de Hanoi, mais également de Moscou, dit le Commentateur de Renmin Ribao (c'est à dire le Comité Central du PCC), et si l'on laisse Moscou et Hanoi agir à leur guise il n'y aura plus de tranquillité à la frontière sud de la Chine."⁶⁰ Voilà le problème posé en termes de la sécurité de la Chine. Mais l'Asean n'est pas oublié. "Si l'on ne met pas le holà à l'agression du Cuba oriental dit encore le Commentateur, l'indépendance et la sécurité des pays de l'Asean seraient en danger." Mais Beijing précise que le problème dépasse les frontières du Cambodge, de la Chine et de l'Asean, qu'il a un aspect de stratégie globale. Quelques deux semaines avant l'application des "sanctions" contre le Vietnam, Deng Xiaoping dit à Tokyo: "si nous ne faisons rien au sujet de la situation cambodgienne, les Soviétiques vont faire d'autres manœuvres ailleurs dans le monde,"⁶¹ une remarque clairement destinée aux Américains.

Pour toutes les raisons mentionnées, la Chine a soutenu le Cambodge, comme d'ailleurs la Thaïlande, à qui le premier ministre chinois Zhao Ziyang a promis "un soutien ferme" contre toute agression.⁶² Pour toutes ces raisons aussi, la Chine a envoyé ses troupes envahir et dévaster les provinces frontalières

⁵⁶ Beijing Information, 7 mai, 1979.

⁵⁷ Beijing Information, 12 février 1979.

⁵⁸ "Derrière le conflit sino-vietnamien," 18 mars 1979, dans Beijing Information, 26 mars 1979.

⁵⁹ Pékin Information, 20 novembre 1978.

⁶⁰ Beijing Information, 23 mars 1979.

⁶¹ - ibid - , 26 mars 1979.

⁶² International Herald Tribune, 8 février 1979.

vietnamiennes limitrophes de la Chine le 17 février 1979, malgré l'existence du traité soviéto-vietnamien. Beijing voulait par cela démontrer aux Japonais et aux Américains qu'il ne fallait pas avoir peur de Moscou, que de ce côté là, il y aurait "des excès de langage et du bluff," mais rien de plus, comme l'affirmait Li Xinian, vice premier ministre chinois, à Tokyo le 1 mars 1979.⁶³ Cependant, Deng Xiaoping a promis à Tokyo que la Chine serait "prudente," qu'elle n'entreprendrait pas "une action déraisonnable."⁶⁴

X

X X

Selon l'article 6 du traité vietnamo-soviétique, "Au cas où l'une des deux parties est attaquée ou menacée d'être attaquée, les deux parties contractantes se consulteront immédiatement pour éliminer cette menace et prendront des mesures appropriées et efficaces en vue d'assurer la paix et la sécurité des deux pays."⁶⁵ Or, le 17 février 1979, le jour même du déclenchement de l'attaque chinoise, le gouvernement vietnamien publiait une déclaration dans laquelle "le peuple et le gouvernement appellent instamment l'Union soviétique et les autres pays socialistes... à soutenir le Vietnam."⁶⁶ L'Union soviétique ne pouvait donc faire le mort.

Le 23 février, le maréchal Oustinov, ministre de la défense soviétique, déclarait que son pays "honorerait ses obligations" envers le Vietnam, et le maréchal Sokolov, vice ministre de Défense, déclarait que l'Union soviétique fournira au Vietnam "l'aide nécessaire."⁶⁷ Le New York Times signalait qu'un pont aérien avait été établi entre Moscou et Hanoi.⁶⁸ Le 26 février, trois gros bâtiments soviétiques furent aperçus traversant le détroit de Tsugaru, au large du Japon, se dirigeant vers le sud. Il s'agit du Segavin, bateau amiral de la flotte du Pacifique soviétique, un destroyer et un navire de ravitaillement. Le 28 février, un article signé de Alexandrov (pseudonyme du Comité Central du PCSU) s'en prenait violemment à l'agression chinoise," affirmait que l'Union soviétique remplirait ses

⁶³ - ibid - , 2 février 1981.

⁶⁴ Le Monde, 3 mars 1979.

⁶⁵ Bulletin du Vietnam, 15-28 février 1979.

⁶⁶ Le Monde, 24 février 1979.

⁶⁷ - ibid - .

⁶⁸ Le Monde, 1 mars 1979.

engagements, et dit: "Il faut qu'une chose soit claire: si un terme n'est pas mis à l'agression de Pékin contre le Vietnam, si l'agresseur n'est pas obligé de se retirer du Vietnam immédiatement, la flamme de guerre s'étendra."⁶⁹ Cependant, Alexandrov ne dit pas qui devait obliger les Chinois à se retirer.

Aucune action soviétique ne fut en fait entreprise contre la Chine, en particulier à la frontière sino-soviétique, où stationnaient 42 divisions soviétiques, fortes de 650.000 hommes. Les menaces n'eurent pas de suite puisque le gouvernement chinois déclara à plusieurs reprises que son action était limitée, et ses troupes commencèrent à évacuer le territoire vietnamien le 5 mars, et l'évacuation fut complète le 16 mars.

Après le retrait des Chinois du Vietnam, l'Union soviétique a continué à accélérer les livraisons d'armes, de ravitaillement, de combustibles aux forces vietnamiennes au Vietnam et au Cambodge par air et par mer. Entre mars et novembre 200 navires soviétiques, dont 120 transporteurs d'armes et 20 navires citernes, ont déchargé dans les ports vietnamiens ainsi qu'à Sihanoukville, au Cambodge. Le nombre des conseillers soviétiques était aussi en augmentation. Mais, fait nouveau, à partir de cette période, les Soviétiques ont fait un usage de plus en plus étendu des bases navales et aériennes vietnamiennes. Des avions de reconnaissance à long rayon d'action TU-95 (Ours) ont décollé de Danang, et des navires de la marine soviétique, y compris des sous-marins, ont été aperçus entrer et sortir de Cam Ranh, la grande base aéronavale construite à grands frais par les Américains avant 1975. Une grande station de surveillance des communications a été bâtie à Cam Ranh, d'autres à Danang et Hanoi. Les Chinois affirment qu'une base navale a été construite au Nord Vietnam, et qu'une base secrète de lancement de fusées a été construite à Hongay, à proximité de la frontière sino-vietnamienne.⁷⁰ D'autre part, des installations militaires et d'écoute ont aussi été installées au Nord Laos.⁷¹ Depuis 1979, les vaisseaux de guerre soviétiques, y compris les sous-marins, se rendant du Pacifique à l'Océan indien ou en revenant, font relâche à Cam Ranh, et les bases aériennes de Danang, Cam Ranh, Bien Hoa, Tan Son Nhut, sont utilisées de plus en plus par les forces soviétiques.

⁶⁹ Time Magazine, 3 juillet 1978.

⁷⁰ International Herald Tribune, 26 avril 1976.

⁷¹ International Tribune, 13 décembre 1979, selon James Reston.

Tout cela inquiète évidemment beaucoup les milieux militaires américains et japonais, mais puisque les Américains ne veulent plus, et les Japonais ne veulent pas, ou ne peuvent pas -- à cause de leur constitution -- se battre pour l'Asie du Sud Est, les Soviétiques ont le champ libre. Pour la première fois dans l'histoire -- et ceci est aussi un effet du désengagement américain -- la marine russe a une base, belle, large et sûre, dans les eaux chaudes et en Asie du Sud Est, à 4000 kilomètres au sud de Vladivostok; pour la première fois aussi, les avions russes peuvent décoller d'une base terrestre pour surveiller les activités navales chinoises, américaines, australiennes, et nouvelle-zélandaises dans le sud du Pacifique.⁷² De plus, pour la première fois, un gouvernement russe maintient un grand nombre de conseillers résidants -- 3000 à 5000 -- en Asie du Sud Est.⁷³ Et tout cela, sans se faire huer dans le monde, sans perdre un seul soldat, sans tirer un seul coup de feu! Du moins encore! En tous cas, la présence militaire de l'Union soviétique en Indochine est un élément nouveau, et de taille, dans le nouveau rapport des forces dans la région. Jointe à son alliance avec la République socialiste du Vietnam et la politique de la "fuite en avant" des dirigeants de celle-ci, compte tenu du désengagement américain et l'attitude du public et du Congrès américain -- que nous pouvons appeler "hands off en Asie du Sud Est" --, cette présence constitue un facteur majeur de déstabilisation de la région et y crée un sentiment d'insécurité. Il est vrai que l'Union soviétique a proposé aux pays de l'Asean la création d'un "système de sécurité collective,"⁷⁴ mais l'idée n'a pas été retenue par ces pays, et la Chine y voit simplement une manœuvre des soviétiques "pour servir seulement leur politiques d'agression et d'expansion."⁷⁵ D'autre part, le projet de création d'une "zone de paix, de liberté et de neutralité" (ZOPFAN) envisagée par l'Asean, pour des raisons évidentes, demeurera encore longtemps un rêve.⁷⁶ En attendant, la Chine, comme l'Asean se sentent vraiment menacées par la pénétration soviétique et par le militantisme révolutionnaire des nouveaux dirigeants vietnamiens. Quant au rôle que les États Unis pourrait jouer dans la région, il est bien résumé par cet éditorial du Washington Post:

⁷² - ibid -, 20 septembre 1979.

⁷³ Pour ceci, voir Sundershan Chawdla et al., Southeast Asia Under the New Balance of Power, New York Praeger, 1974

⁷⁴ . Pékin Information, 15 août 1975.

⁷⁵ Voir Chawla, op. cit., et Alison Broinowaki, Understanding Asean, London, Macmillan, 1982,

⁷⁶ Reproduit dans International Herald Tribune, 8 avril 1983.

" Les États-Unis ont renoncé à leur capacité comme à leur désir d'exercer une influence sur les résultats de la lutte pour le pouvoir en Indochine quand il retira ses forces et ensuite son aide dans les années 1970. À présent le gouvernement américain ne peut rien faire de plus qu'offrir de temps à autre, et gratuitement, des observations de la ligne de touche. Le sort de la région est en d'autres mains."⁷⁷

X

X X

Ce sentiment d'insécurité se reflète dans l'accroissement considérable des efforts militaires des pays de la région. En effet, les dépenses militaires de l'Asean sont passées de 2,785 milliards de dollars en 1975 à 5,600 milliards en 1980 et 7,622 milliards en 1981, tandis que les effectifs de ses forces armées sont passées de 440.000 hommes en 1975 à 715.000 hommes en 1980 et 723.000 hommes en 1981, sans compter les paramilitaires⁷⁸. La Malaisie, qui a essayé de naviguer entre deux eaux, a accru ses dépenses plus que n'importe quel autre pays: 385 millions de dollars en 1975, 1,561 milliards en 1980, et 2,055 milliards en 1981. Quant aux effectifs de ses forces armées, ils sont passés de 61.000 hommes en 1975 à 102.000 hommes en 1980 et 99.100 hommes en 1982, mais avec 440.000 paramilitaires.⁷⁹ Pour le Vietnam, les forces armées régulières sont passées de 600.000 en 1975 à 1.029.000 en 1981,⁸⁰ sans compter les paramilitaires, qui se chiffrent à 3.000.000. Quant à ses charges financières, si on ne prend que l'aide soviétique, elles étaient de l'ordre de 1,4 milliards (plus 700 millions d'aide civile) par an entre 1979 et 1982.⁸¹ Récemment, Nguyen Co Thach, ministre des Affaires étrangères vietnamien, a révélé à Bangkok que pour la période 1981-1985, l'aide soviétique sera quadruplée, ce qui veut dire que l'aide militaire soviétique au Vietnam équivaldrait à 5,6 milliards de dollars (et avec l'aide civile 10,4 milliards de dollars) par an.⁸² Ici, je ne peux m'empêcher de noter que, ironiquement, les dirigeants vietnamiens se plaignent que le peuple vietnamien vit dans des

⁷⁷ International Institute of Strategic Studies, London, The Military Balance 1982-1983.

⁷⁸ - ibid - .

⁷⁹ - ibid - .

⁸⁰ Tokyo Research Institute Research for Peace and Security, Asia Security 1981.

⁸¹ Bangkok Post, 3 novembre 1982.

⁸² Journal de Genève, 14 décembre 1978.

conditions misérables parce que, sous la pression des impérialistes américains, les pays occidentaux ont suspendu leur aide au Vietnam.

Il est clair, en tous cas, que le climat d'insécurité durera en Asie du Sud Est tant que le conflit vietnamo-cambodgien, c'est à dire sino-vietnamien, c'est à dire sino-soviétique, n'aura pas été réglé. Et il ne le sera pas de sitôt puisque les conditions exigées par les deux côtés sont diamétralement opposées, la Chine exigeant que le Vietnam évacue totalement le Cambodge et laisse les Cambodgiens choisir librement leur gouvernement et leur politique étrangère, et le Vietnam n'acceptant pas d'évacuer ce pays tant que le danger chinois persistera et que la Chine ne redeviendra pas authentiquement socialiste. Comme les parties impliquées dans l'affaire cambodgienne semblent toutes avoir une patience infinie, et être prêtes à payer le prix de leurs politiques, c'est à dire en vies humaines, le conflit risque de durer très, très longtemps. On a affaire ici non à des Américains, mais à des Asiatiques, pour qui le temps et la vie humaine ne sont pas de l'argent. Pour nous en convaincre, citons les différentes parties:

Cambodge. Pol Pot: "Nous sommes prêts à mener une guerre prolongée, et c'est sur cette base que nous avons foi en la victoire et prévoyons la défaite du Vietnam."⁸³

Chine. Huang Hua, ministre des Affaires étrangères: "le conflit armé doit se poursuivre aussi longtemps qu'il faudra au Cambodge pour rendre la vie impossible aux Vietnamiens" ⁸⁴ ; et son collègue Deng Xiaoping: "Bien qu'il ne soit pas possible de résoudre les problèmes entre la Chine et le Vietnam maintenant, nous les résoudrons dans dix ans. Si ce n'est pas possible dans dix ans, nous saurons les résoudre d'ici cent ans."⁸⁵

Vietnam. Plusieurs membres du Comité Central du PCV, dont Hoang Tung et Nguyen Co Thach, respectivement membre du Secrétariat du CC et membre suppléant du Bureau politique du Parti:

Question: "Quand vous retirerez vous du Cambodge?".

Réponse: "Quand la menace chinoise aura cessé."

⁸³ Le Monde, 10 mai 1980.

⁸⁴ Le Monde, 25 octobre 1978.

⁸⁵ International Herald Tribune, 22 décembre 1980.

Question: "Et ce sera quand?".

Réponse: "Nous avons attendu mille ans auparavant dans notre histoire jusqu'à ce que les Chinois s'en aillent. Cette fois-ci, nous allons les battre de nouveau à ce jeu d'attente."⁸⁶

Et puisque le conflit sino-vietnamien est un aspect du conflit sino-soviétique, citons aussi Mao Zedong. Au temps de Khrushchev, l'archi-ennemi de la Chine, à la question combien de temps faudra t-il pour résoudre le conflit sino-soviétique, Mao a répondu: " 1000 ans."⁸⁷ Après la mort de Khrushchev et à l'avènement de Kosygin, à la même question Mao a répondu: "1000 ans."⁸⁸ À ce rythme, c'est à dire à la puissance 1/10, s'il y a deux changements de dirigeants soviétiques acceptables à la Chine, on aura peut être la paix, la sécurité et la stabilité en Asie du Sud Est dans dix ans!

Rudyard Kipling, le grand écrivain britannique, a noté cet épitaphe sur la tombe d'un homme blanc: "Here lies a man who tried to hustle the East" (Ci gît un homme qui a essayé de bousculer l'Orient).

Alors, patience, s'il vous plaît!

⁸⁶ The Economist (Londres), 26 mars 1963.

⁸⁷ The Economist (Londres), 26 mars 1963.

⁸⁸ The Economist (Londres), 26 mars 1963.